

# Les ambiguïtés de la France au Rwanda [Audition à la commission Mucyo]

Colette Braeckman

Le Soir, 23 juin 2007

Afin d'éviter toute interprétation tendancieuse, incomplète ou déformée, voici le texte intégral de la communication faite à Kigali le 14 juin 2007, à l'invitation de la Commission chargée de déterminer le degré d'implication de la France dans le génocide au Rwanda.

L'engagement politique et militaire de la France au Rwanda est relativement récent, il date de la fin des années 80, début des années 90, où la Belgique prend ses distances avec le régime Habyarimana après avoir été extrêmement présente. En effet, alors que, depuis longtemps, la France est très active au Burundi, envers lequel la Belgique se montre distante et critique car il s'agit d'un pouvoir perçu comme dominé par les Tutsis et que les relations entre Bruxelles et le Zaïre sont en dents de scie, au gré des crises avec le maréchal Mobutu, Paris tente peu à peu de s'imposer dans la région.

Cette rivalité avec la Belgique est loin d'être récente : lorsque fut créé l'Etat indépendant du Congo, propriété de Léopold II, la France marqua son accord à condition que figure dans l'acte de naissance du nouvel Etat un « *droit de préemption* ». Autrement dit, si l'EIC tombait en déshérence, la France aurait priorité pour

mener une entreprise coloniale. Cette clause visait à faire obstacle aux visées britanniques. En 1960, lors de l'accession du Congo à l'indépendance, le Ministre Couve de Murville rappela cette clause, soulignant que le consentement de la France était nécessaire pour que soit accordée l'indépendance du Congo.

Les rapports entre la France et le président Mobutu évoluèrent au gré des relations avec la Belgique : la France s'offrait toujours pour prendre la relève lorsque Mobutu était en froid avec Bruxelles, une rivalité qui fut plus évidente encore sur le plan militaire. Un seul exemple : lors des événements de Kolwezi, en 1978, lorsque des troupes de rebelles congolais venues d'Angola avaient traversé la frontière au Katanga, les deux pays poursuivaient des objectifs différents : la Belgique voulait protéger ses ressortissants et les évacuer, les Français entendaient se porter au secours du régime, chasser les rebelles et s'affirmer auprès de Mobutu. Ce dernier, qui souhaitait provoquer l'intervention étrangère, avait permis (pour dire le moins) le massacre d'expatriés rassemblés dans une villa, ce qui avait précipité la décision d'intervention. Mais lorsque les

Belges envoyèrent leurs avions militaires sur Kolwezi, ils ne reçurent pas les autorisations de survol escomptées, ni au dessus de la France ni au dessus des pays africains francophones et furent obligés de faire un long détour via l'Afrique du Sud. Et lorsqu'ils arrivèrent à Kolwezi, la légion avait déjà sauté, les militaires français occupaient la place et se positionnaient comme les sauveurs du régime Mobutu.

Des contradictions identiques allaient se présenter au Rwanda : en 1990, lorsque la guerre commence, la Belgique intervient militairement pour rapatrier ses ressortissants, mais ne souhaite ni s'interposer entre les belligérants, ni s'aligner sur le régime Habyarimana et elle entreprend, au contraire, une navette diplomatique pour rechercher une solution négociée. Des livraisons de munitions, déjà commandées et payées, sont suspendues ce qui renforcera à Kigali le sentiment de trahison.

La France par contre s'engage directement aux côtés du régime et profite de la « défection » des Belges pour prendre en mains la formation de l'armée et la direction des opérations militaires contre le FPR. Si la diplomatie française, officiellement solidaire de la Belgique, insiste pour une solution négociée, soutient les accords d'Arusha et leur mise en œuvre, la réalité est toute autre. Depuis 1990, la France s'emploie à décupler les effectifs de l'armée rwandaise, elle les forme, les équipe, combat à leurs côtés. La mission de coopération militaire va bien au delà de la simple formation : en 1992 j'ai vu, du côté de Ruhengeri, des soldats français au visage noirci crapahuter en exercice aux côtés des FAR et en 1993, même si je ne l'ai pas constaté personnellement, il m'a été rapporté que des mili-

itaires français participaient à des vérifications d'identité sur les barrages routiers.

Sur le plan politique aussi, la position française est ambiguë : d'une part, Paris comme les autres Occidentaux prône le partage du pouvoir et la négociation, mais de l'autre des « suggestions » françaises rendent impossible la mise en œuvre des accords. En privé, les diplomates français se vantent d'avoir divisé les partis d'opposition en encourageant la naissance de l'aile « *hutu power* » ; l'idée d'inclure la CDR, non signataire des accords d'Arusha, dans le gouvernement de transition, ce qui, sans surprise, est catégoriquement refusé par le FPR, est venue de l'ambassade de France, cette dernière attise aussi les divisions au sein du parti libéral après que l'un de ses leaders, Justin Mugenzi est invité à Paris et reçu avec tous les honneurs...

En fait, le double jeu est évident et à l'époque tous les expatriés qui vivent à Kigali se rendent compte du fait que les militaires français ne souhaitent pas quitter le Rwanda : ils se proposent même de transformer leurs coopérants militaires en Casques bleus, ce que le FPR ne peut accepter, et c'est ce qui incite les Belges à proposer un contingent afin de débloquer la situation même s'il est tout à fait inhabituel de voir une ancienne puissance coloniale intervenir sous le drapeau de l'ONU.

En décembre 1993, alors que je rentre du Burundi, où j'ai assisté aux obsèques du président Ndadaye, je m'arrête à Kigali. C'est le moment où le contingent Noroît se retire pour céder la place à la Minuar. Par curiosité, je passe au siège de la mission française pour discuter un peu, suis très bien reçue et discute avec un of-

ficier non identifié. Lorsque je lui dis que les Belges sont enchantés, après une dure mission en Somalie, de venir au Rwanda, ce qui leur a été présenté comme des vacances, cet officier me glisse que les amis belges ont tort de se réjouir : « *ils seront, dit-il, placés exactement entre deux belligérants, le FPR qui campera au CND et les forces gouvernementales, ce qui risque d'être pour le moins inconfortable...* »

Le lendemain, alors que je me prépare à quitter Kigali, Mme Agathe Uwilingyimana me fait savoir qu'elle aimerait me rencontrer et m'accorder une interview. Au cours de l'entretien, elle me dit que, contrairement à ce qu'ils semblent croire, les Belges ne sont pas les bienvenus, les milieux extrémistes les accusent d'avoir pris parti pour le FPR et que des menaces pèsent sur eux. « *Ses services, dit-elle, ont eu vent de projets d'empoisonnement d'une dizaine de casques bleus belges...* » Il s'agirait ainsi de provoquer le départ du contingent belge, ce qui paralyserait la Minuar. Cette information me paraît tellement énorme, tellement en contradiction avec l'optimisme affiché par Bruxelles que je ne la publie pas, me contentant de transmettre l'avertissement à l'adjoint du colonel Leroy et j'apprendrai par la suite qu'il en a été tenu compte. Je suggère aussi à la Première Ministre de transmettre cette information à l'ambassadeur mais elle ne le fera pas.

### **Avant le début du génocide**

Début 1994, je me rends une seule fois au Rwanda, pour une longue période qui se termine fin mars, mais en janvier et février, je reste en contact permanent avec de nombreux informateurs, des Rwandais, des co-

opérants belges, d'autres expatriés. Nombre d'entre eux me racontent que le climat se détériore, que les extrémistes sont armés et entraînés et en mars je verrai de loin, un camp d'Interahamwe aux portes de Kigali. Je ne vois cependant pas personnellement d'instructeurs français, mais nombre de gens me disent que les Français, supposés avoir quitté le pays, ne sont pas réellement partis. En mars, ces informations se confirment : tel a vu des militaires français en civil au Cercle sportif, tel en a reconnu un autre dans un restaurant ou dans la rue, à tel autre le « *revenant* » a dit qu'il était là pour une mission de courte durée. Des filles se vantent même d'avoir retrouvé leur ancien petit ami...

Les milieux diplomatiques estiment que l'ambassadeur de France est beaucoup trop peu critique à l'égard du président, même si, officiellement, il assure que comme ses collègues il défend les accords d'Arusha. Alors qu'en février le Ministre Willy Claes déclare qu'il est minuit moins cinq et que, du côté belge l'inquiétude augmente, ainsi que les pressions, on devine rien de tel du côté français.

Cependant la France a clairement évincé la Belgique en termes de leadership car au Zaïre aussi elle est très présente aux côtés du président Mobutu.

En mars les coopérants belges assurent que les Français ne cessent de critiquer les Belges auprès des extrémistes hutus et des militaires et qu'ils donnent ainsi du grain à moudre aux ultras et entre autres à RTLM qui monte en épingle le moindre incident dans lequel sont impliqués les casques bleus.

Le 6 avril, je me trouve à Bruxelles lorsque l'avion du président Habyarimana est abattu et ne prends un avion

que le samedi. Arrivée le dimanche à Butare depuis Bujumbura, j'y apprends non seulement la réalité des massacres et des tueries ciblées qui ont commencé à Kigali mais aussi le fait que les Belges sont assimilés aux Tutsis et menacés. Des coopérants qui fuient en direction du Burundi disent qu'ils ont du dissimuler le fait qu'ils étaient Belges et plusieurs d'entre eux assurent que cette haine à leur égard n'est pas seulement due à la campagne de longue durée menée par RTL, elle a été attisée par le fait que plusieurs personnes qui, dans les minutes suivant le crash, ayant téléphoné à l'ambassade de France pour avoir des nouvelles, se sont entendu répondre que les belges avaient abattu l'avion du président. Cette rumeur, qui sera reprise par RTL, est à mon sens une cause directe de la mise à mort des dix Casques bleus belges.

Cette rumeur a cependant un autre fondement encore : des militaires hutus se trouvant près de l'aéroport assurent, avec une certitude absolue, avoir vu des Casques bleus belges sur les lieux au moment du crash. D'aucuns disent même avoir lu sur l'uniforme le nom du colonel Balis. Ce dernier assurera par la suite qu'au moment de l'attentat, il se trouvait à table, au Méridien, en face du colonel Marchal. Par la suite cependant, il devait découvrir qu'une de ses tenues d'uniforme avait été volée dans sa chambre à l'hôtel. Il n'était pas le seul : dès mars des uniformes de casques bleus belges étaient régulièrement volés à la blanchisserie de l'hôtel Méridien.

A Kigali, dès la nuit du 7 avril, les Belges sont donc paralysés, vilipendés par les extrémistes. Les Français par contre évoluent librement dans la ville. Selon certaines sources, un coopé-

rant militaire français se serait trouvé à l'Ecole supérieure militaire au moment où les Belges se trouvaient au camp Kigali et n'a rien tenté pour sauver ses confrères.

Ce n'est que le lundi matin que je réussis à gagner Kigali, à bord du premier C 130 belge de l'opération Silverback, destinée à évacuer les expatriés. Les militaires belges sont furieux ; partis le samedi, ils ont été empêchés le dimanche d'atterrir à Kigali, les Français le leur ont interdit. Entre temps le colonel Marchal, qui s'est rendu à l'aéroport, a vu que des caisses de munitions étaient débarquées des avions de l'opération Amaryllis et remises aux forces armées rwandaises.

Rejoints par des Italiens, les militaires belges campent à l'aéroport et, avec leurs collègues français l'ambiance n'est pas bonne. Les Belges, malgré les ordres reçus, réussissent tout de même à exfiltrer des Tutsis et à les faire monter dans leurs avions vers Nairobi alors que les Français n'embarquent que les leurs et séparent même des couples mixtes. Dès le premier soir, les soldats français ont cassé les vitres de la boutique hors taxes qui est vandalisée et les bouteilles d'alcool passent de main en main.

A l'aéroport, d'autres interlocuteurs me confirment que la rumeur incriminant les Belges est bien venue de l'ambassade de France, les militaires expliquent comment ceux qui se trouvaient près du lieu du crash et notamment des coopérants qui vivaient à Kanombe ont été empêchés par la garde présidentielle d'approcher l'épave de l'avion et certains d'entre eux assurent avoir vu, de loin, le colonel de Saint Quentin se précipiter pour ramasser des débris de l'appareil et peut-être l'enregistreur de vol, la fameuse boîte

noire.

Il faut dire aussi qu'au moment où le Falcon présidentiel s'apprêtait à se poser, un autre avion était attendu, le C 130 belge avec une dizaine de personnes à bord, qui amenait du matériel.

A l'aéroport j'apprends aussi que c'est dans l'enceinte de l'ambassade de France, où se sont retrouvés bon nombre d'extrémistes, que le gouvernement intérimaire a été constitué et que l'ambassadeur Marlaud a « *mis la main à la pâte* » n'hésitant pas à suggérer certaines des personnalités de l'équipe. Quelques jours plus tard, je verrai l'ambassadeur être évacué dans un avion français, il part en n'emmenant qu'une petite valise et on me dit que durant toute la nuit il a brûlé des documents dans l'enceinte de l'ambassade. Ce départ est précipité, pour certains journalistes cela rappelle « *Saïgon* » et tout le monde croit que le FPR, qui a donné 48 heures aux troupes étrangères pour quitter les lieux, sous peine de se faire tirer dessus, va s'emparer de Kigali dès le départ des Français et des Belges. Des tirs de semonce effleurent d'ailleurs les ailes des derniers avions qui décollent de Kanombe.

Lorsque je retourne au Rwanda en mai, je circule au départ de l'Ouganda et je ne peux traverser que les zones qui viennent d'être prises par le FPR, je ne vois donc rien de l'éventuelle implication française et il nous est interdit de nous promener seuls du côté de Byumba ou dans le Bugesera, pour des raisons de sécurité ou pour nous empêcher de voir certaines choses...

Par contre, en juin, alors que l'opération Turquoise est imminente et qu'à Bruxelles, un grand sit de protestation se déroule durant des jours de-

vant l'ambassade de France, un étrange message me parvient, déposé dans mon courrier au journal. Daté du 29 mai, il assure que l'avion du président Habyarimana a été abattu par deux militaires français du Dami (département d'assistance militaire à l'étranger) au service de la CDR dans le but de provoquer le carnage. La mort de Gatabazi est également leur œuvre dans ce même but et pour tester l'ONU. Le message poursuit : « *il n y avait que très peu de CDR au courant, quatre personnes plus les deux Français, personne de la famille du président, quatre chefs CDR dont moi.* »

Le message poursuit : « *les Français ont mis des uniformes belges pour quitter l'endroit et être vus de loin par deux soldats de la garde présidentielle d'où l'accusation formelle depuis 1991, avec la complicité du Dami, nous avons fait porter le chapeau aux Belges qui ne sont pour rien dans les problèmes du Rwanda mais qui sont trop cons pour s'en rendre compte...* ».

Sale, tâché, signé par un certain Thaddée, chef de milice à Kigali, arrivé Dieu sait comment dans mon courrier au journal, ce message avait tout d'une manipulation et par la suite la presse française, avec un bel ensemble, allait dénoncer la manœuvre et assurer que je m'étais faite avoir. Le problème, c'est que si j'ai finalement décidé de publier ce message, en accord avec mon journal c'est parce que les informations qu'il contenait confirmaient toutes celles dont je disposais déjà : la campagne anti belge, les vols d'uniformes, le rôle ambigu du Dami...

Lorsque l'information fut publiée le 16 juin 1994 elle provoqua un tollé auquel je ne m'attendais pas : non seulement elle fut largement reprise dans la presse, mais les notes diploma-

tiques françaises se succédèrent auprès du Premier ministre belge, qui fut appelé par Alain Juppé et Michel Rousin. A chaque protestation Jean-Luc Dehaene répondait qu'en Belgique la presse est libre et qu'il n'avait pas à s'excuser pour des informations ou des rumeurs publiées dans la presse...

Je ne suis retournée au Rwanda qu'en août 1994 dans les derniers jours de l'Opération Turquoise. J'ai vu là le flux de réfugiés, des civils et des hommes en armes qui les canalisent, se diriger vers Cyangugu. Beaucoup emmenaient leurs biens mais aussi des objets volés, ils pillaient des maisons au passage et les Français laissaient faire, laissaient passer. A Cyangugu, mon chauffeur, un Tutsi, a failli être lynché sans qu'interviennent des militaires français qui se préparaient à passer au Kivu en abandonnant leurs blessés à l'hôpital. Ce flux de réfugiés qui inondait le Kivu allait ultérieurement déstabiliser durablement le Zaïre, entraîner la chute de Mobutu et certains des Interhahamwe ainsi déversés au Congo s'y trouvent toujours, semant la terreur et la désolation.

A aucun moment je n'ai vu de Français sauver des Tutsis, et ils n'avaient d'ailleurs avec eux aucun équipement médical, de secours ou de génie, rien que du matériel militaire. La catastrophe sanitaire de Goma fut un désastre provoqué, au minimum par bêtise : d'après tous les épidémiologistes, il est inévitable qu'amener des centaines de milliers de réfugiés sur une terre volcanique, sans eau potable, avec uniquement à leur disposition l'eau polluée du lac ne pouvait que gé-

nérer une épidémie de choléra. Cette dernière fit quelque 40 000 morts, mais elle permit aussi de détourner l'attention des charniers rwandais.

Par la suite, les camps de réfugiés se transformèrent en camps militaires, les extrémistes en prirent le contrôle, les approvisionnements en armes se poursuivirent, mais je n'en fus pas le témoin direct.

Lors de mon séjour d'août 1994, je découvris un document révélateur : le rapport de mission du colonel Ephrem Rwabalinda auprès du général Huchon, chef de la mission militaire à l'Élysée. Au cours de leur entretien, les deux hommes décident de l'envoi au Rwanda de 17 appareils radio sécurisés afin de permettre le maintien des communications entre Paris et les forces gouvernementales et le général Huchon exprime ses préoccupations en termes de relations publiques. Sans un mot pour condamner les massacres, il constate seulement que le FPR est en train de gagner la bataille de l'opinion ce qui rend plus difficile l'intervention de la France aux côtés des forces gouvernementales.

Par la suite j'apprendrai que le colonel Rwabalinda n'était pas venu les mains vides : il avait apporté à la cellule africaine de l'Élysée les pièces prises autour de l'avion présidentiel et sur les lieux de l'attentat, éléments qui avaient été récoltés par les FAR. Il faudrait évoquer aussi l'hostilité persistante de la France à l'égard du nouveau régime qui s'installe à Kigali, mais cette histoire là, les Rwandais la connaissent mieux que personne...